

## LA RESTRUCTURATION DES CENTRES URBAINS EN ALGÉRIE

L'Algérie a hérité d'un réseau urbain important et hiérarchisé car de nombreux centres de colonisation ont été largement urbanisés grâce non pas toujours à la création d'activités productives, mais bien souvent à la prolifération de spéculations immobilières et commerciales, domaine de choix, tant des minorités privilégiées coloniales que celles des autochtones.

Aussi les contrecoups immédiats et successifs de la décolonisation politique (exode massif des cadres et fuite des capitaux) et de la reconversion de l'économie (immobilisation des capitaux privés) se sont-ils traduits aussitôt par une paralysie quasi-totale de l'économie urbaine, généralisant ainsi gravement le sous-emploi, notamment à la suite de l'afflux massif des ruraux, avant et après 1962.

Toutefois, on peut se demander si les efforts de restructuration observés principalement dans le secteur industriel et intéressant par voie de conséquence les villes et de plus en plus les petits centres, n'entraînent pas *une réanimation de l'activité urbaine* et partout, suivant les cas, soit un redressement sensible, soit un dynamisme nouveau, comme le montrent Arzew, Skikda (ex-Philippeville), et El Hadjar (ex-Duzerville). Mais la « Révolution agraire » qui entre dans la phase d'application et qui orientera davantage les efforts à l'avenir vers les campagnes n'entravera-t-elle pas alors l'expansion urbaine ?

Tels sont les principaux points que nous allons analyser, en abordant :  
— le redressement général de l'activité urbaine ;  
— les effets sur le plan morphologique et les perspectives.

### I. — LE REDRESSEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ URBAINE

Il est difficile de cerner le redressement de l'activité urbaine au cours des dernières années, dans l'état actuel de la recherche. Tout au plus peut-on l'apprécier à partir de certaines données statistiques.

En effet, celles-ci font apparaître des progrès sensibles à partir de 1966-67. C'est ainsi que de 1965 à 1968, on enregistre un accroissement de 51 411

travailleurs, en dehors de l'agriculture, soit un accroissement de 28 %, les effectifs étant passés de 192 980 à 244 391 (1). De 1968 à 1971, l'accroissement global atteint 83 609 travailleurs, soit 34 % (2), tandis que durant les deux premières années de l'application du plan quadriennal, de 1970 à 1971, le nombre d'emplois créés, en dehors de l'agriculture, s'est élevé à 150 000 (3).

Ces résultats qui intéressent directement les habitants des centres urbains ne sont-ils pas liés aux efforts d'industrialisation, à la généralisation de l'enseignement, de l'accélération de la formation, en particulier, et au renforcement des fonctions urbaines, en général ? Dans quelle mesure peut-on l'appréhender ?

### 1) L'EFFORT D'INDUSTRIALISATION.

L'industrialisation est toujours prioritaire. C'est « l'expression de la stratégie de développement qui vise à valoriser par la transformation toutes nos richesses et à assurer la satisfaction des besoins du pays tant en bien de production qu'en bien de consommation » (4).

En effet, 45 % des investissements inscrits dans le plan quadriennal (1970-73) lui sont consacrés, soit 12 400 000 DA sur 28 000 000 DA, contre 5 400 000 DA pour le plan triennal précédent. Les hydrocarbures, la sidérurgie et les constructions électriques viennent en tête avec respectivement 36 %, 15 % et 11 %. Quelles en sont les principales implications au niveau des villes ?

Tenant compte à la fois des principes de *la décentralisation et de certains impératifs économiques, l'évolution en cours tend de plus en plus à favoriser l'Est, à amorcer le processus d'industrialisation des autres régions déshéritées et à renforcer les trois centres de pétrochimie (Arzew et Skikda) et de sidérurgie (El Hadjar).*

#### *L'industrialisation progressive de l'Est.*

Par suite du retard considérable de toute la région orientale et de son surpeuplement, les premières et importantes implantations industrielles concernent essentiellement les centres de l'Est. Les chefs-lieux de wilayate, Tizi Ouzou, Sétif, Constantine, Annaba et Batna comptent toutes un à deux complexes au moins, et plusieurs unités s'affirment de plus en plus dans une branche déterminée : les constructions mécaniques et l'électro-ménager dans la première, les constructions mécaniques dans la seconde, les matières plastiques dans la troisième, la sidérurgie dans la quatrième et les textiles dans

(1) *La situation de l'emploi et des salaires*, Sous-Direction des Statistiques, Alger, 1969.

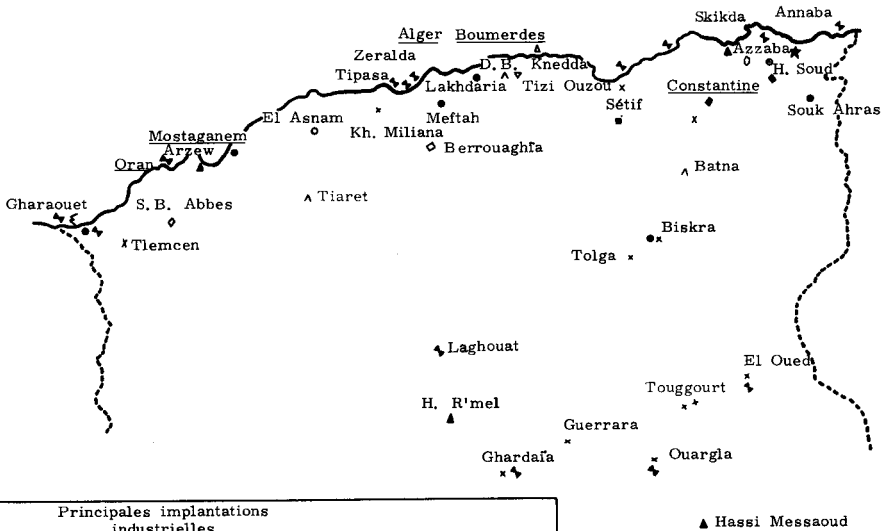
(2) *Tableau de la situation économique de l'Algérie*, Sous-Direction des Statistiques, Alger, 1971.

(3) Délibération du Conseil de la Révolution et du Gouvernement, *El Moudjahid* du 8/7/72.

(4) *Plan quadriennal*, Ministère des Finances, Alger 1970.

la dernière. Nombreux sont également les chefs-lieux de leurs daïrates (= arrondissement) respectives qui fixent d'autres unités et complexes, tels que Guelma (mécanique, porcelaine, raffinerie de sucre...), Béjaïa (textile, bois..., Souk Ahras (cellulose), Biskra (cimenterie, traitement de la dattes...).

I - LES NOUVELLES FONCTIONS DES PRINCIPALES AGGLOMERATIONS



Principales implantations industrielles	
- Sidérurgie	★
- Pétrochimie	▲ ▲
- Chimie	● ○
- Const. mécaniques	◆ ◇
- " électriques	▼ ▽
- Comp. mercuriel	○
- Cimenterie	●
- textiles	^
- diverses	x
- m. plastiques	■ □ (projet)
- métal. zinc	{

touristiques : ⇌  
 (projet) universitaires : Oran

Ech.  $\frac{1}{4.500.000}$

N

Certains chefs-lieux de communes commencent également à attirer les premières implantations comme le montrent de nombreux exemples : El Kala (usines de conserves, complexe de papier), Azzaba, ex-Jemmapes (complexe mercuriel), Hadjar Soud, ex-Gastu (cimenterie)... indépendamment des branches classiques (matériaux de construction, textile, industries alimentaires...).

Cependant, en dépit de cette décentralisation progressive, bien des centres demeurent étrangers au mouvement général d'industrialisation, aussi bien sur la côte (Collo, Jijel, ex-Djidjelli, El Milia) qu'à l'intérieur (Khenchela, Tébessa, Msila...) même si dans nombre de petites villes apparaissent les premières unités, par suite de l'application des programmes spéciaux de wilayate (Les Aurès, Sétif et Tizi Ouzou).

Ainsi la région orientale s'industrialise progressivement et tend de plus en plus à s'intégrer à l'économie moderne. Elle compte non seulement les

deux plus grands centres industriels, mais bénéficiera aussi d'autres implantations, notamment un troisième pôle de pétrochimie, à 80 km à l'est d'Alger. En est-il alors de même des autres régions déshéritées ?

### *L'apparition de l'industrie dans le Centre et le Sud.*

Dans ces vastes contrées déshéritées où près de la moitié de l'industrie héritée s'est cantonnée pendant longtemps dans la seule agglomération algéroise, puis s'est étendue à la zone Rouïba-Réghaïa, à la veille de l'Indépendance, le vide est total et difficile à combler, en dépit du lancement du programme spécial de Médéa en 1969. Le manque de cadres et la pénurie croissante de matériaux de construction en constituent les principaux obstacles.

Dans la wilaya d'Alger, on assiste récemment à l'extension de l'usine ex-Berliet et à la mise en chantier du complexe graphique de Rouïba (le plus grand du continent) et d'autres unités d'industries légères.

Quant à la Mitidja, elle connaît également de plus en plus une activité industrielle comme le souligne le développement d'anciennes unités (cimenterie de Meftah) ou la création d'autres unités (éléments préfabriqués du bâtiment, et surtout la future base logistique de la Sonatrach à Béni Merad, près de Blida).

En revanche, le désenclavement des villes du Tittéri s'avère difficile, les premiers chantiers accusent de longs retards. Seule Bérrouaghia se transforme assez rapidement (complexe mécanique, complexe de l'aviculture). D'autres projets sont envisagés à Djelfa, Bou Saâda..., tandis que la transformation de la plaine des Béni Slimane devra s'accompagner par la création d'un centre urbain de 25 000 habitants. Cependant les résultats attendus ne se concrétiseront que vers les horizons 80 pour les secteurs les plus reculés.

En ce qui concerne les agglomérations principales du Nord-Sahara, trois facteurs sont à l'origine de leur réanimation : le programme spécial des Oasis, l'initiative de la Sonatrach et la reconversion partielle des capitaux mozabites. Qu'il s'agisse de Touggourt, de Ouargla, de Ghardaïa, Béchar et Hassi Méssaoud, elles comptent toutes des unités de taille variable tandis que leur fonction touristique en général commence à s'exprimer à travers la réalisation des centres d'accueil (voir ci-dessous).

### *Le retard de l'Oranie.*

L'Oranie est dans l'ensemble demeurée en marge de l'industrialisation, en dehors de quelques usines de cuir, de la chaussure et du textile implantées çà et là à travers les principales villes de l'Ouest, de l'industrialisation de Mostaganem, de l'implantation d'un complexe électrolytique de zinc à Ghazaouet (ex-Nemours) (5), Arzew étant une exception.

(5) SARI (Djilali) : « Ghazaouet : débouché de l'Oriental marocain ». *Maghreb-Machrek*, Paris (à paraître prochainement).

En effet, les programmes spéciaux de Tlemcen, Saïda et El Asnam, ex-Orléansville, sont les plus récents. Le premier renferme une série d'unités et complexes au niveau du chef-lieu de la wilaya et surtout au niveau de nombreuses agglomérations secondaires (Hennaya, Rachgoun, Sebdou...). En revanche, le second vise surtout l'aménagement de la steppe tandis que les projets du troisième, en matière d'industrie, sont encore au stade d'études, le chef-lieu de la wilaya tendant à devenir le deuxième centre de transformation des matières plastiques.

#### *L'expansion des centres pétrochimiques et sidérurgiques.*

Arzew, Skikda et El Hadjar s'affirment de plus en plus grâce aux matières premières et à l'énergie drainée par les oléoducs et gazoducs et à d'autres avantages tels que la côte et la proximité des grands centres de consommation et de transformation.

*Le premier port méthanier et pétrolier, l'ancien petit port de pêche, Arzew ne cesse de se transformer.* La concentration verticale et horizontale se précise davantage. Les contacts commerciaux avec le marché américain transformeront de plus en plus ce pôle.

De même, le deuxième pôle, Skikda compte et comptera des complexes et unités de taille beaucoup plus grande comme le montrent en particulier les capacités de la raffinerie (7,5 M t contre 2,5 M t à Arzew) et celle du complexe de liquéfaction (10 M t).

De plus, compte tenu des perspectives et des marchés déjà conclus à la fois avec des firmes américaines et européennes, un troisième port méthanier et pétrolier est prévu. Il sera installé à l'est de l'agglomération algéroise.

Quant à la transformation de l'ex-centre de colonisation Duzerville, elle est spectaculaire. Depuis le lancement des premiers travaux en 1964, les chantiers ne cessent de s'étendre comme le soulignent la réalisation de la tuberie et des complexes de formation professionnelle.

Ainsi les trois centres constituent déjà les premiers pôles de développement. Ils sont destinés à renforcer à la fois le potentiel économique national et à déclencher progressivement le processus général d'industrialisation et les effets multiplicateurs.

Comme on le voit, nombre d'agglomérations urbaines, voire semi-urbaines sises dans des régions déshéritées et déprimées économiquement deviennent le siège d'industries, et même d'industries industrialisantes (6). Aussi les besoins en cadres et personnel qualifié à tous les niveaux s'accroissent-ils rapidement.

(6) G. DESTANNE DE BERNIS : « Les industries industrialisantes et les options algériennes », Cahiers du Tiers-Monde (47), juil.-sept. 1971.

## 2) LA GÉNÉRALISATION DE L'ENSEIGNEMENT ET L'ACCÉLÉRATION DE LA FORMATION.

« La démocratisation de l'enseignement et de la formation est à la fois l'un des buts essentiels et l'un des moyens de notre développement » (7). Les premiers résultats expriment bien cet objectif, tout en soulignant, toutefois, l'effort qu'il faut déployer pour répondre aux besoins croissants et massifs du développement.

En effet, si les effectifs du primaire ont triplé, ceux du secondaire ont atteint un taux d'accroissement de 550 %, tandis que ceux du supérieur ont enregistré un taux de ... 2 048 %, au cours de la première décennie de l'Indépendance.

*L'expansion de l'enseignement primaire et secondaire.*

La généralisation de l'enseignement demeure toujours depuis 1962 l'un des principaux objectifs à atteindre, compte tenu du lourd héritage colonial. Une décennie d'efforts constants s'est traduit par la scolarisation de près des 3/4 des enfants âgés de 6 à 14 ans contre la moitié en 1968 ; depuis 1971 pratiquement tous les enfants nés après 1962 sont scolarisés. Chaque année, on assiste à l'inscription de 200 000 élèves en moyenne (8).

Si les disparités entre les régions, entre les villes et les campagnes et entre les sexes subsistent, elles sont combattues énergiquement comme le montrent les statistiques : le taux d'accroissement de 1966-67 à 1967-68 qui s'est élevé dans le primaire à 5 % pour l'ensemble du territoire national a été de 6,2 % pour la région d'Alger, 7,3 % pour celle de Constantine, 9,8 % pour celle d'Oran et 17 % pour celle du Sud. C'est la wilaya de la Saoura qui détient le record avec 20 %, suivie de celle de Médéa avec 15,1 %, soit les deux wilayate les plus déshéritées, alors que celles de Tlemcen et de Tizi Ouzou ont atteint respectivement 4,1 % et 3 % (9).

Dans les régions montagneuses très défavorisées où le taux de scolarisation peut tomber jusqu'à 15 % pour les secteurs les plus excentriques comme ceux de l'Ouarsenis, chaque douar compte désormais au moins une école que fréquentent garçons et fillettes, les habitants ne cessant de réclamer d'autres établissements.

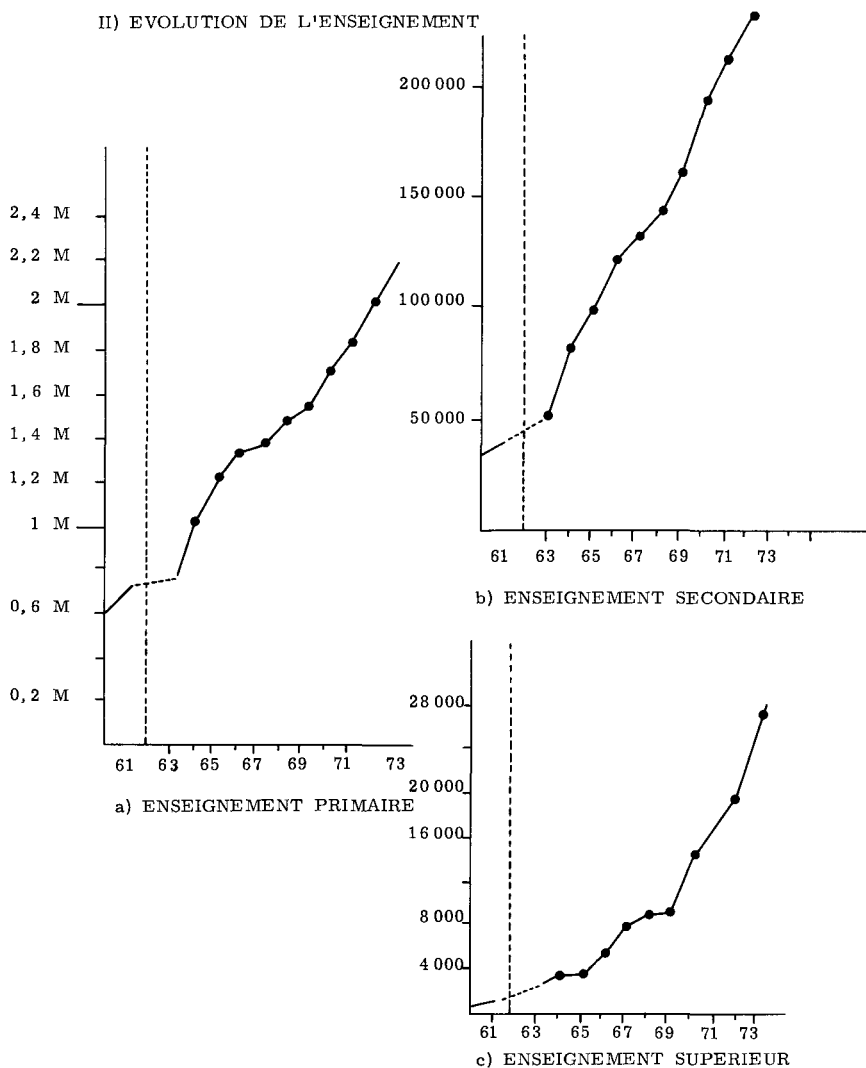
Plus éclatants sont les résultats de l'enseignement du second degré où les difficultés sont nettement plus grandes, notamment en ce qui concerne les structures d'accueil et surtout les cadres qui sont sollicités par les autres activités économiques où les avantages matériels sont beaucoup plus importants. Quoi qu'il en soit, les effectifs sont passés de 55 111 en 1962-63 à 332 318 en 1972-73, soit un accroissement de 550 %. De plus il y a lieu de souligner

(7) *Plan quadriennal, op. cit.*

(8) Ministère de l'Enseignement primaire et secondaire.

(9) *Cartographie de la Scolarisation*, Commissariat National au Recensement de la Population, Alger 1968.

II) EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT



la diversification de cet enseignement grâce notamment à la réorganisation de l'enseignement technique dont les progrès sont spectaculaires. De 623 élèves en 1962-63, les effectifs sont passés à 6 892 à la veille de l'application du plan quadriennal, et à 55 618 en 1972-73, soit un accroissement de 48 726 élèves qui représente un taux de 707 %. Il y a lieu de noter également la création de centres d'enseignement agricole (C.E.A.), débouché de choix pour les élèves ruraux.

Néanmoins, en dépit de ces efforts, un retard par rapport aux prévisions commence à se manifester. S'il est négligeable dans le primaire (90 000 élèves,

soit 4 %), il est relativement sensible dans le secondaire où il s'élève à 17 % (58 000 élèves). De plus 60 000 élèves en fin de scolarité primaire ne peuvent être intégrés dans les établissements du secondaire et posent donc un problème très grave durant cette phase décisive.

*Ainsi, exception faite de ces deux problèmes, la bataille de l'enseignement a permis la scolarisation de près des 3/4 des enfants et assure désormais à la quasi-totalité des élèves du secondaire un avenir certain, les obstacles de naguère n'existant plus et les débouchés se multipliant de plus en plus.*

*Les progrès spectaculaires de l'Enseignement supérieur et l'accélération de la formation professionnelle.*

Dans ce domaine, les progrès sont de loin les plus spectaculaires comme le souligne l'évolution des effectifs, en dépit d'une lente progression durant les premières années de l'Indépendance. De 1969 à 1972, les effectifs ont triplé, en passant de 14 660 à 28 298, dépassant ainsi les prévisions (27 000 en 1973-74).

Ces résultats s'expliquent par la mise en place de structures nouvelles, de la réorganisation de l'enseignement et des facilités accordées aux étudiants. C'est ainsi que les établissements se multiplient : l'Université d'Alger compte de nombreuses annexes. Des écoles spécialisées sont créées (Ecole Supérieure de Chimie, Institut National agronomique, Institut de Psychologie appliquée...).

Par ailleurs les deux nouvelles universités qui sont implantées à Constantine et à Oran se renforcent de plus en plus et comptent respectivement 7 900 et 3 488 étudiants en 1971-72. Les chantiers de la première se poursuivent activement, tandis que ceux de la deuxième sont beaucoup moins avancés.

Cependant, en dépit de l'expansion de cet enseignement, les besoins demeurent très importants et s'accroissent rapidement. Aussi fallait-il créer d'autres structures et recourir à d'autres moyens plus adaptés aux exigences de l'heure. En effet, l'application du plan quadriennal prévoit un personnel nombreux et compétent.

C'est à cet effet que fonctionnent depuis 1970 les premiers instituts de technologie (Planification, Finances, Comptabilité, Agriculture...) dont l'implantation couvre déjà tous les chefs-lieux de wilayate.

Ces nouveaux établissements se proposent de mettre en œuvre une formation massive dans les branches où les besoins sont importants ». Ils constituent aussi et surtout un moyen de formation accélérée et sont directement liés aux perspectives de développement du pays. L'exemple de l'Institut de Technologie Agricole de Mostaganem l'illustre bien, tant par les effectifs (3 000 en 1972-73) que par les méthodes modernes d'enseignement (moyens audio-visuels, travaux pratiques en petits groupes et le plus souvent sur le terrain...).

Au total ces instituts doivent recruter 95 000 jeunes à former à trois



niveaux, supérieur, moyen et qualifié, tandis que les effectifs en formation doivent atteindre 45 000 en 1973 dont 16 000 au niveau supérieur (10).

En ce qui concerne le secteur vital, celui de l'énergie, la formation des cadres est actuellement assurée par l'Institut National des Hydrocarbures et de la Chimie. Cet établissement qui occupe l'ex-Cité administrative de Boumerdès, ex-Rocher Noir compte déjà 3 000 élèves. Deux autres établissements, l'un à Dar El Beïda, ex-Maison Blanche, et l'autre à Es Senia, ex - La Senia, ont une fonction similaire, indépendamment de celui de Hassi Méssaoud qui est réservé à la formation des techniciens. Une autre partie des cadres est formée à l'extérieur par de nombreuses firmes.

Cependant en dépit de tous ces efforts, les besoins ne sont toujours pas satisfaits comme le montrent à la fois la part relativement importante des étrangers, 7 220 en 1970 (11), et les prévisions. En 1973, il est prévu un déficit de 7 590 cadres scientifiques et techniques, de 12 570 techniciens et agents de maîtrise et de 52 000 ouvriers et employés. De plus, pour la période quadriennale (1970-73), les besoins d'algérianisation sont estimés à 15 000 personnes, tandis que les enseignants du secondaire et du supérieur étrangers s'élèvent à près d'une dizaine de milliers en 1972-73...

Quoi qu'il en soit, les efforts se poursuivent et s'intensifient pour faire face à la demande croissante de personnel qualifié et surtout pour ne point compromettre l'activité économique et culturelle en cours dont les effets commencent déjà à marquer la morphologie de nombreuses agglomérations. Avant d'aborder ce point, il convient de s'interroger sur l'évolution des autres fonctions urbaines.

### 3) L'ÉVOLUTION DES AUTRES FONCTIONS URBAINES.

Les efforts d'industrialisation, ceux de la scolarisation et de la formation accélérée des cadres qui se *poursuivent tous dans le cadre d'une politique d'austérité rigoureuse* ne sont pas sans incidences sur les autres fonctions urbaines. C'est ainsi que l'on peut observer déjà une restructuration administrative, une reprise du tourisme et le développement de certaines spéculations.

#### *La restructuration administrative.*

Dans l'ensemble, la structure administrative héritée n'a subi que des modifications mineures, en dehors du regroupement des communes au lendemain de l'Indépendance, à la suite du manque de personnel qualifié. Il y a lieu de noter la création d'une daïra dans la wilaya de Médéa, celle de Bou Saâda, et de 11 autres circonscriptions similaires dans les deux plus vastes

(10) *Plan quadriennal, op. cit.*, p. 119.

(11) *La situation de l'emploi et des salaires en 1970*. Direction des Statistiques, Alger, décembre 1970.

wilayate, celles du Sud. La suppression des communes « mixtes » et « indigènes » dans ces régions a permis la mise en œuvre de nouvelles structures dans cinq agglomérations de la Saoura (Adrar, Béni Abbes, El Abiod, Sidi Cheikh, Timimoun et Tindouf), et dans six des Oasis (Djanet, El Goléa, Ghardaïa, In Salah, Tamanrasset et Touggourt). De telles structures ne sont pas sans effet à la fois sur les populations et les agglomérations, d'autant plus que la décentralisation administrative en cours va renforcer les activités de nombreuses agglomérations.

Cependant le fait saillant est incontestablement la situation de la première ville du pays. *Devenant la capitale politique*, Alger abrite toute l'administration centrale, les ministères et les missions diplomatiques étrangères et elle est de plus en plus dotée de nouvelles structures : sièges des sociétés nationales et privées, sociétés d'études. Tout cela se traduit par un renforcement considérable du tertiaire qui aggrave sans cesse les problèmes quotidiens de la population (crise de logement, difficultés de circulation, pénurie périodique de produits de consommation...).

La restructuration administrative est encore à ses débuts mais elle contribuera à l'avenir à l'ouverture de certains centres. La reprise du tourisme joue également le même rôle.

#### *La reprise du tourisme.*

L'avenir de cette activité demeurerait encore incertain jusqu'à ces dernières années car non seulement les structures d'accueil héritées sont fort réduites et bien souvent inadaptées aux exigences du tourisme moderne, mais aussi et surtout le plan de développement ne lui accorde que de très faibles investissements, 2 % de 1967 à 1973. La mise en chantier des premiers projets remonte au début du plan triennal (1967-69) et les premières réalisations intéressent la côte, notamment le secteur occidental de la capitale, quelques stations thermales et une chaîne d'hôtels et de caravansérails dans les principales agglomérations des régions sahariennes (12) où l'attraction est relativement plus importante.

D'ores et déjà le mouvement touristique enregistre un accroissement. Le redressement est apparu à partir de 1967 comme le montre l'évolution des effectifs qui sont passés de 497 900 à 754 394 en 1970, soit un accroissement de 49 % en trois ans (13). Cependant cet accroissement est modeste par rapport à ce qui se passe dans les six autres pays méditerranéens, notamment au Maghreb. Le tourisme ne peut être un facteur de développement et ses répercussions ne sont pas toujours positives sur les autres secteurs économiques quand il s'agit de pays sous-développés en général (14).

(12) SARI (Dj.) : « Place du tourisme dans le développement en Algérie ». Communication faite au Colloque sur « *Tourisme et vie régionale dans les pays méditerranéens* », Taormina (Sicile), avril 1973.

(13) *Tourisme et Statistiques*, Ministère du Tourisme, Alger, 1970, p. 16.

(14) J. PONCET : « *Tourisme et développement en Tunisie* ». C. GASES : « *Spécificités et enseignements du décollage touristique tunisien* ». Colloque de Taormina, avril 1973.

*L'accroissement des services.*

Consécutivement au développement des fonctions analysées, les autres branches du tertiaire connaissent une évolution satisfaisante, comme le souligne notamment la progression des transports urbains et interurbains qui intéresse en premier lieu les citoyens. Les effectifs des premiers accusent un accroissement de 26 % de 1968 à 1970 dans cinq villes (Alger, Constantine, Oran, Mostaganem et Annaba) tandis que les seconds atteignent de 1969 à 1970 41 %. Quant au transport aérien, il enregistre l'accroissement le plus important, soit 61 % de 1969 à 1970 (15). La flotte aérienne s'est, en effet, renforcée depuis 1970 et dessert actuellement de nombreuses agglomérations du Tell et du Sahara, plusieurs fois par semaine. Il faut noter également l'ouverture récente de nouvelles liaisons avec les pays africains et ceux du Moyen-Orient.

Quant aux spéculations commerciales, elles auraient pu connaître une certaine flambée dans la conjoncture actuelle. Cependant le contrôle rigoureux de l'économie par les offices et les sociétés nationales s'est traduit pratiquement par la suppression du commerce de gros et de demi-gros, ainsi que par l'élimination d'un certain nombre de produits que se réservent d'ailleurs les couches privilégiées. La prohibition de l'importation de tels articles l'explique bien. Mais le secteur privé, en s'interposant entre les organismes étatiques et les consommateurs se renforce dans les agglomérations urbaines où le marché de consommation ne cesse de s'élargir.

L'évolution de la plupart des branches du secteur tertiaire est donc en progression et s'améliore dans l'ensemble.

\*  
\*\*

Ainsi l'industrialisation, la généralisation de l'enseignement et l'accélération de la formation commencent à agir positivement sur les autres fonctions urbaines, en relançant notamment le tourisme dans les sites privilégiés et équipés en amorçant la restructuration administrative et en favorisant surtout le marché de consommation dans les plus importantes agglomérations urbaines.

Les priorités accordées à l'industrie et à l'enregistrement développent de plus en plus le potentiel économique et humain. Dans l'immédiat on assiste à des résultats variables sur le plan urbain, compte tenu de la nature des industries et surtout de leur distribution à travers le territoire. Il s'agit, en effet, soit d'un *début de désenclavement*, soit de *réanimation*, soit encore d'un *début de concentration industrielle*, comme le montre dans ce dernier cas l'exemple des trois pôles de création ex-nihilo (Arzew, Skikda et El Hadjar).

Au cours de cette phase ultime, l'industrialisation ne s'accompagne pas encore d'un développement des autres fonctions urbaines, en dehors de l'exceptionnelle mais spectaculaire expansion de l'enseignement et de la

formation professionnelle. Le tourisme est à ses débuts et ne peut déclencher seul les transformations importantes. L'artisanat longtemps moribond attend une thérapeutique appropriée afin de revivifier certains centres précoloniaux.

En tout état de cause, le début d'industrialisation a été salubre pour nombre d'agglomérations urbaines, voire certains centres secondaires. S'est-il alors accompagné par des effets sur le plan morphologique de ces centres ? Dans quelle mesure peut-on l'appréhender à l'heure actuelle ?

## II. — LES EFFETS DU REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ URBAINE SUR LE PLAN MORPHOLOGIQUE

Dans l'ensemble les effets sont encore limités. Cette évolution n'est-elle pas conforme au contexte dans lequel s'effectue le redressement de l'activité que nous venons d'analyser ?

La dispersion de la nouvelle industrie, la politique d'austérité qui se traduit par la priorité absolue accordée exclusivement aux projets d'investissements productifs (49 % durant la période 1970-73), la stagnation relative des couches privilégiées en partie à la suite du contrôle de l'État sur les secteurs-clés de l'économie, et surtout la pénurie croissante et contraignante des matériaux de construction *freinent considérablement le processus d'urbanisation*. Arzew et Skikda dont les transformations économiques sont de loin les plus importantes ne connaissent pas encore des extensions de quartiers résidentiels...

### 1) LE DÉVELOPPEMENT SPECTACULAIRE DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES.

Si le tissu urbain n'a pas été modifié en général, si l'on ne constate pas encore de transformations radicales, la poussée frappante des structures d'enseignement et de formation professionnelle marque profondément les quartiers urbains, à travers de nombreuses agglomérations.

#### *L'extension des établissements scolaires.*

Partout ces établissements constituent le fait majeur de l'habitat, qu'il soit urbain ou rural. Conformément aux impératifs de généralisation et de démocratisation de l'enseignement, les efforts se traduisent maintenant par la réalisation de quelque 4 000 salles de classes et d'un certain nombre de logements par an..., indépendamment d'autres structures d'éducation populaire, physique et sportive pour répondre aux besoins immenses de la

population directement concernée, celle de la jeunesse qui représente un peu plus de la moitié des effectifs du territoire national (58,4 % selon les estimations au 1<sup>er</sup> janvier 1971 (16), 56 % en 1966).

Désormais les constructions scolaires s'étendent partout. Elles annoncent au voyageur les petits villages, ressuscitent nombre de centres ruraux, naguère en voie de dépeuplement. Elles contrastent violemment avec les îlots d'habitats insalubres... et constituent bien souvent dans les campagnes déshéritées une lueur, un espoir pour de nombreuses familles dont les enfants sont assurés d'un repas chaud et d'un trousseau si utile durant la longue saison froide, notamment dans les zones montagneuses.

Dans les centres semi-urbains et urbains, leur extension annonce le plus souvent les agglomérations car il s'agit de groupes scolaires comprenant de nombreuses salles de classes. Les écoles se multiplient là où naguère convergeaient et se fixaient les déracinés. Elles effacent progressivement les violentes disparités qui surgissaient jusqu'à ces dernières années entre les quartiers dits européens et indigènes... Ainsi dans maintes agglomérations, même de taille réduite, comme Teniet El Had, Nédroma, Bou Saâda, ou de taille importante comme Tlemcen, les établissements scolaires s'élèvent partout et quadrillent de plus en plus l'ensemble des quartiers.

Cette évolution est observable partout, à Bouïra comme à Teniet El Had entre autres, dont la fonction stratégique, matérialisée par les imposantes casernes du XIX<sup>e</sup>, n'est plus qu'un souvenir... Dans nombre de villes-garnison, la généralisation de l'enseignement s'est traduite non seulement par la démilitarisation mais aussi et surtout par la reconversion des établissements militaires hérités de la colonisation.

La poussée des locaux du secondaire n'est pas moins spectaculaire. Les établissements sont passés de 47 dont 15 dans la région algéroise, en 1960-61 (17) à 632, dont 134 dans la wilaya d'Alger, en 1972-73, soit un accroissement de 155 % (18). De plus, conformément aux principes déjà indiqués, les taux d'accroissement les plus importants s'observent le plus souvent dans les régions déshéritées, notamment dans le Titteri.

Non seulement ces établissements se rencontrent en grand nombre dans tous les chefs-lieux de wilayate, mais aussi au niveau des chefs-lieux de daïrate, les lycées ne manquant que dans quelques rares agglomérations semi-urbaines (El Milla, Ghazaouet, Aflou...). Cependant les parents attendent impatiemment l'implantation de ces établissements aux chefs-lieux des communes des régions isolées. Là, en effet, on hésite encore à autoriser les fillettes à se déplacer jusqu'aux villes pour pouvoir poursuivre les études secondaires...

Ainsi la poussée spectaculaire des établissements scolaires constitue actuellement un des facteurs de rénovation de l'habitat, en général, et des agglomérations urbaines, en particulier.

(16) *Tableaux de l'économie algérienne, op. cit., 1971.*

(17) *Annuaire statistique de l'Algérie, Service de la Statistique, Alger, 1961.*

(18) Ministère de l'Enseignement primaire et secondaire.

*Le renforcement des structures de l'enseignement supérieur et celles de la recherche.*

Si ces structures sont forcément concentrées et réservées à quelques villes, elles ne constituent pas moins des transformations radicales de certains quartiers, voire de certaines agglomérations. Elles se traduisent actuellement par la création de deux nouvelles universités, la multiplication d'autres établissements spécialisés et surtout la promotion de Mostaganem au rang de ville universitaire ainsi que la reconversion totale de Boumerdes.

Si à Oran la création de l'Université n'a pas donné lieu encore à l'apparition d'un campus puisque l'enseignement est dispensé provisoirement dans l'ex-base militaire d'Es Senia, il n'en est pas de même de la capitale régionale de l'Est. A Constantine, l'architecte de Brasilia fait élever deux immenses bâtiments à double niveau, de 300 m chacun, l'un droit, l'autre circulaire, supporté par quelques piliers, ainsi qu'une tour de 23 étages pour abriter les services administratifs. Le tout hérissé une colline à quelques kilomètres du célèbre site de Cirta, il est destiné à recevoir 20 000 étudiants au maximum. Les travaux sont actuellement avancés, et tout deviendra opérationnel vers la fin de 1973. Non loin de là, et pour symboliser l'œuvre de l'animateur de la Nahda (Renaissance culturelle), le Cheikh Ibn Badis, une université théologique est en cours de construction.

En revanche, Alger, dans l'attente de la réalisation de l'Université des Sciences et des Techniques, compte de nombreux établissements d'enseignement supérieur. Cependant il a fallu utiliser une partie de l'important réseau de casernes coloniales, indépendamment de la construction d'une nouvelle faculté de droit à Ben Aknoun, un quartier dont la fonction tend à devenir de plus en plus scolaire et surtout universitaire, à la suite de la prolifération récente d'écoles, de lycées, d'instituts de technologie, de cités d'étudiants...

Avec la création d'un important institut de technologie agricole, Mostaganem aspire à devenir une ville universitaire. L'institut occupe l'une des plus grandes casernes de la ville, tandis que les 4 000 étudiants sont provisoirement entassés dans une cité résidentielle sur le Plateau.

Non moins réconfortant est la reconversion de Boumerdes, la capitale éphémère de 1962, qui abrite depuis 1964 l'Institut National des Hydrocarbures et de la Chimie. Compte tenu des prévisions (3 000 étudiants en 1972-73), de nouveaux chantiers surgissent à l'Ouest. C'est là qu'est prévue, en particulier, l'implantation du laboratoire central de la SONAREM (Société Nationale de Recherches et d'Exploitations Minières)...

Ainsi les constructions scolaires, universitaires et de formation professionnelle à tous les niveaux contribuent de plus en plus à transformer la morphologie de très nombreuses agglomérations. Parfois même, la concentration des établissements arrive à remanier profondément les quartiers urbains, parallèlement à l'extension de l'industrie.

## 2) LES EFFETS DE L'INDUSTRIALISATION.

La pénétration croissante de l'industrie s'accompagne souvent par des effets fort impressionnants sur la morphologie de certaines villes, même si l'espace occupé est encore relativement réduit. N'assiste-t-on pas déjà à l'aménagement de zones industrielles ?

### *L'aménagement des premières zones industrielles.*

Compte tenu de l'essaimage des implantations, l'évolution demeure dans l'ensemble lente, notamment dans le cas d'unités ou complexes « indépendants » qui n'entrevoient pas d'éventuelle extension ou de création nouvelle à terme. Dans ce cas, il s'agit d'industries liées à l'agriculture et qui souvent s'éloignent des agglomérations, pour des raisons évidentes, indépendamment des avantages qu'offrent l'espace, les facilités de circulation... Aussi les installations sont-elles isolées, mais ne constituent pas moins de réels îlots très animés, et contrastent violemment avec la torpeur des campagnes voisines (complexe sucrier d'El Khemis-Miliana, complexe lainier de Tiarêt dans la monotone et nonchalante haute plaine du Sersou occidental...). Différents sont les effets que provoquent les autres industries quand il s'agit d'agglomérations importantes et de plusieurs implantations à la fois. Dans ce cas, les zones industrielles commencent à se préciser. Ainsi à Mostaganem, les deux premiers complexes (cellulose et sucre) en s'ajoutant à une usine ancienne d'engrais affirment l'industrialisation de la banlieue ouest dont la modernisation récente du réseau routier et la proximité du port facilitent beaucoup les échanges avec le premier centre pétrochimique, Arzew, distant de 50 km seulement. A Constantine, compte tenu du site de l'agglomération, la future zone industrielle s'est fixée dans la vallée ; elle est actuellement matérialisée par le complexe mécanique de l'Oued Hammam, à 12 km du centre-ville.

Ailleurs, à Guelma, les premiers complexes apparaissent au nord-est, directement sur la route Annaba-El Hadjar, tandis qu'à Tlemcen, la zone industrielle occupe le nord où toutes les unités existantes seront regroupées à côté des nouveaux chantiers des complexes laitier et textile...

A côté de ces zones industrielles en voie d'achèvement le plan en cours de réalisation prévoit d'en aménager une dizaine répartis à travers les principales agglomérations du Tell (Batna, Guelma, Sétif, Annaba, Oran, Tlemcen, Sebdou et Berrouaouia).

### *Les transformations profondes de Skikda, El Hadjar et Arzew.*

Il devient de plus en plus difficile à l'observateur de reconnaître ces trois centres, même si le damier colonial est conservé ou en voie de rénovation. Leur transformation est très importante et tend à s'accélérer.

Depuis bientôt dix ans, l'ex-petit centre de colonisation de Duzerville offre désormais un paysage classique de centre industriel, celui d'une cité composée d'une masse de béton et de métaux, représentant les différentes unités de la sidérurgie. Quant aux effets d'entraînement, ils ne sont pas moins remarquables à l'heure actuelle. Le complexe de formation professionnelle (3 000 personnes en formation en 1972) occupe des bâtiments neufs (Institut de Technologie de la Métallurgie). A côté, s'élève une cité de 4 000 logements à Sidi Ammar. Les carrières voisines connaissent une intense activité. Il en est de même des petits centres proches, tels que celui de Ben M'hidi (19)... Quant au port de Annaba, il enregistre un mouvement de plus en plus croissant (3,4 M t en 1970 contre 2,9 M t en 1959) et qui nécessite déjà une nouvelle extension des installations portuaires. Non moins importante est la transformation de Skikda. Bien que relativement tardifs, les chantiers ne cessent de se multiplier et d'affirmer la nouvelle vocation de cet ancien petit port de pêche et de liège. Tout en respectant la petite agglomération, la zone industrielle s'étend vers l'est, vers l'ex-plage Jeanne d'Arc où la topographie offre de nombreux avantages. C'est là que s'édifient actuellement les grands complexes pétrochimiques du pays.

En revanche, les effets secondaires de telles constructions sont encore très limités ; compte tenu du taux d'emploi très réduit des différents complexes, le programme du logement, concrétisé par l'ouverture récente d'un chantier d'habitation pour le personnel, reste accessoire, notamment au cours de cette phase d'austérité. L'exemple d'Arzew est dans ce domaine typique, par suite de la proximité d'Oran qui avec son important fonds immobilier continue d'être la cité dortoir du centre pétrochimique.

Cependant l'extension de ses installations industrielles est de loin la plus profonde et la plus spectaculaire, d'autant plus que le site présente de nombreuses possibilités. De la bordure du plateau qui surplombe la baie on peut bien suivre l'évolution. Des champs de vignes surgissent les immenses réservoirs de stockage du pétrole, la tour de contrôle des oléoducs et gazoducs, ainsi que de nouveaux chantiers et la raffinerie qui fonctionne depuis quelques mois. Partout le contraste est violent entre les paysages qu'offrent le vignoble et qui sont l'expression de l'agriculture héritée, et ceux qui s'édifient quotidiennement et tentent d'accélérer le décollage...

Plus bas, dans le Sahel, les différents unités et complexes s'étendent facilement vers l'est, vers la plage de Damesne. C'est une série d'îlots d'usines où alternent régulièrement le béton aux lignes révolutionnaires et les carcasses de métaux. Au port, c'est également le même dynamisme car l'extension des installations portuaires se poursuit activement.

Ainsi la sidérurgie et la pétrochimie transforment rapidement les trois centres même si les effets secondaires demeurent en général négligeables, en raison du contexte général de chaque pôle. Ailleurs aussi les transformations sont parfois importantes, et rapides.

(19) F. THOMAS : « Les mines de la région d'Annaba », *Revue de Géographie de Lyon*, v. XLV, 1970, t. I ; p. 56-57.



*Les transformations rapides de certaines agglomérations urbaines.*

On peut les appréhender en limitant notre choix à quelques exemples, tels que Tlemcen et Tizi Ouzou, soit deux villes d'importance moyenne, en évitant ainsi des cas extrêmes ou particuliers. Ces deux villes offrent le spectacle d'immenses chantiers qui remodelent progressivement la morphologie urbaine, même si le plan d'ensemble n'est pas encore modifié.

La physionomie que représente le chef-lieu de la wilaya de la Kabylie est fort impressionnant. L'axe principal, tout en gardant les constructions coloniales dans sa partie méridionale est difficilement reconnaissable. En direction d'Alger, il s'est élargi considérablement et il est subitement hérissé de bâtisses à plusieurs étages, dont une partie est déjà habitée, et l'autre en voie d'achèvement. On y reconnaît certains édifices publics, tels que le siège de la SONELGAZ (Société Nationale de l'Electricité et du Gaz), l'Hôtel de Ville, le théâtre...

De part et d'autre de l'axe et de sa bordure, les nouveaux bâtiments grimpent sur les hauteurs et voilent de plus en plus les anciennes constructions, tandis que les établissements scolaires sont partout présents, le tout contribuant à rajeunir et à transformer rapidement la ville.

Plus importantes sont les modifications de l'ancienne capitale ziyanide. Là, le centre est bien conservé, si la ville précoloniale est en cours de rénovation grâce à la restauration ou la surélévation des maisons à terrasses, la banlieue et certains quartiers réservés de la période coloniale se transforment rapidement. Cette évolution exprime bien la fonction culturelle de la ville et le dynamisme des minorités privilégiées. La fonction culturelle, l'une des plus actives du pays, s'est traduite par l'extension des établissements scolaires et de formation à travers l'ensemble de l'agglomération. C'est ainsi qu'autour du lycée, les chantiers ne cessent de croître comme le montrent ceux du nouveau technicum, des écoles primaires. Non loin de là, autour de l'hôpital et du premier noyau de l'école d'agriculture, de nouvelles unités surgissent. Au nord de la ville, le long de la route d'Hénaya, l'école normale de filles occupe de vastes vignobles... Dans le centre, la démolition de la caserne Gourmellah laisse la place au nouveau complexe culturel, face à l'ancien foyer culturel juif, actuellement devenu bibliothèque pédagogique.

Par ailleurs, la réanimation de la ville intra-muros est devenue possible grâce à la destruction des fortifications françaises et au tracé de boulevards périphériques qui facilitent depuis l'été 1972 la circulation. Celle-ci sera prochainement renforcée à la suite de l'ouverture de nouveaux boulevards, l'un reliera Sidi Boumédienne à Mansoura, l'autre longera directement l'Oued Mechkena, tandis que la rectification de la route d'Hénaya, de la voie ferrée au cimetière juif dont les limites sont toujours conservées, relie directement la ville à la future zone industrielle. D'autre part, les quartiers résidentiels ne cessent de s'étendre consécutivement aux allotissements de nombreux terrains (Bel Horizon, Les Amandiers...) et situent une nouvelle étape dans l'évolution de la ville. Sur le plan social, le contraste n'est pas moins grand entre ces nouveaux quartiers et les cités H.L.M. de la période

1958-62, occupés le plus souvent par les néo-citadins, les immigrants d'avant et après 1962.

Quoi qu'il en soit, l'évolution des deux villes montre bien que le redressement de l'activité économique ne se limite pas toujours aux constructions scolaires et aux usines. D'autres indices observables partout l'affirment bien. La télévision pénètre de plus en plus dans les foyers urbains du Tell et de la bordure septentrionale du Sahara. Le gaz naturel alimente une cinquantaine d'agglomérations. La ramification en cours des deux gazoducs permettra l'approvisionnement de nombreuses localités dans les prochaines années. Le trafic aérien touche un nombre croissant de populations dans les couches relativement privilégiées. L'automatique intéresse actuellement de nombreuses agglomérations urbaines tandis que le telex se répand.

Sur le plan socio-culturel et sportif, il y a lieu de noter la décentralisation des bibliothèques et la multiplication des terrains de sports. C'est ainsi que pour ces derniers, le plan en cours de réalisation comporte 13 complexes olympiques, 71 omnisports, 100 complexes dits « rudimentaires » et 122 établissements pour le « sport à l'école » (20).

Ainsi les transformations d'ordre morphologique sont généralement variables et inégales à travers le réseau urbain. Elles sont relativement importantes dans l'ensemble des exemples analysés, mais spectaculaires dans les trois centres pétrochimiques et sidérurgiques. Cependant la multiplication des structures d'enseignement, de formation, les établissements socio-culturels et sportifs s'affirmeront de plus en plus et symboliseront le dynamisme de la jeunesse. Tout cela permettra de hâter sans doute la révolution culturelle. Mais dans l'immédiat ne convient-il pas de s'interroger d'abord sur les implications de la révolution agraire sur l'urbanisation ? Devrait-on s'attendre sinon à une stagnation de cette dernière du moins à une progression contrôlée ?

### 3) VERS LA STABILISATION DES POPULATIONS RURALES ?

Après cette première décennie de l'Indépendance qui s'achève par le contrôle et la restructuration de l'économie par l'Etat, les efforts à l'avenir porteront sur les campagnes pour résoudre les problèmes qui intéressent *plus de la moitié des populations*. La révolution agraire commence à se traduire dans les faits, l'objectif étant l'amélioration du niveau de vie des masses rurales.

*La faible attraction des villes dans les conditions présentes.*

L'afflux des déracinés avant et après 1962 a été massif comme le souligne le recensement de 1966 (21) qui a mis en évidence l'exceptionnel accroissement de nombreuses agglomérations. L'immigration se poursuit-elle toujours ? Observe-t-on des retours aux terroirs, notamment à la suite de certaines mesures destinées à déclencher ces mouvements ?

Ce problème est d'importance mais il est difficile à préciser dans l'état actuel de la recherche. Néanmoins des indices et constatations permettent de dégager les grandes lignes de l'évolution en cours.

Il est indéniable que l'émigration, vers les villes a beaucoup diminué au cours de ces dernières années, même si l'on note ça et là l'apparition de petits îlots d'habitats insalubres à travers les quartiers des grandes villes. Mais partout ces phénomènes sont très limités. C'est plutôt ailleurs que ces faits ont tendance à s'affirmer. Où les localise-t-on alors, en particulier ?

Dans la Mitidja et les premières marches de la Kabylie, au Chélif et au Sersou, l'observateur ne manque pas de noter la constitution relativement récente d'habitat spontané classique, notamment près des ex-centres de colonisation, autour des centres de regroupement et dans certains endroits.

Dans la Mitidja, le meilleur exemple est celui qu'offre l'Oued chiffa, de part et d'autre de la route nationale n° 4 (entre Mouzaïa et Oued Alleug).

Apparus en 1967 et constitués par une série de petites huttes de matériaux de récupération, les gourbis ne cessent de s'étendre sur les deux rives, en amont et en aval du pont. Ailleurs dans le Chélif, les déracinés évitent le plus souvent El Asnam et se fixent autour des petites agglomérations, et surtout au contact du piémont (22)...

*Tout se passe donc comme si les immigrants veulent rester au contact des campagnes les moins répulsives, non loin des villes mais tout près des lieux d'emploi saisonniers d'autant plus que la scolarisation de leurs enfants devient facile et que les déplacements à faible distance demeurent également aisés pour atteindre les services (souks, salles de soins...).*

L'afflux des ruraux vers les villes, surtout les grandes agglomérations semble avoir beaucoup diminué. Une nouvelle évolution apparaît. Cette dernière doit même se confirmer.

*Les premiers efforts pour la restructuration des campagnes.*

Bien avant la promulgation de l'Ordonnance portant Révolution agraire (23) certaines mesures ont amorcé le retour partiel d'une partie des

(21) PRENANT (A.) : « Premières données sur le recensement de la population de l'Algérie ». *Bull. Ass. Géog. Fr.*, 1967 (357-58).

La population de 119 localités est passée de 2,4 M d'habitants à 3,7 d'habitants de 1954 à 1966 et sa proportion est passée de 26,9 % à 33 % du total durant cette période.

(22) Dj. SARI : « L'évolution d'un habitat sous-intégré : la Bocca Sahnoun El Asna. Communication faite au Colloque de Géographie Maghrébine, Rabat.

(23) J.O.R.A. (97), 30 novembre 1971, p. 1281.

néocitadins vers leurs terroirs d'origine. L'autoconstruction dans les campagnes, la création de cités de recasement notamment au niveau des chefs-lieux de communes sont à l'origine de cette tendance, d'autant plus que le sous-emploi reste élevé, en dépit du processus d'industrialisation.

Le plan quadriennal n'a point négligé ce problème (24). Des actions directes et indirectes doivent tendre à la stabilisation des populations rurales. C'est ainsi qu'il est prévu à cet effet des équipements de base et la décentralisation des services pour mieux encadrer les collectivités rurales.

Cependant tout cela demeure insuffisant d'autant plus que les tentatives de regroupement de populations ne sont guère concluantes et se soldent parfois par l'abandon des cités. La fixation des ruraux n'est-elle pas liée d'abord et avant tout à l'amélioration du niveau de vie des paysans ?

Avec le projet des « Mille villages » qui doit être réalisé d'ici 1980 (25) parallèlement à l'application progressive de la révolution agraire, de nouvelles perspectives apparaissent dans les campagnes en général.

« La politique d'habitat rural vise à lier le développement de ce secteur « aux actions de restructuration et de modernisation du système de production agricole. Les actions d'aménagement et de mise en valeur engagées « dans ce secteur seront appuyées d'actions de développement de l'habitat « qui auront pour objectif l'insertion des populations dans le nouveau « système productif » (26).

Aussi tout dépendra-t-il des moyens mis en œuvre et des conditions d'application et surtout de l'adhésion active des principaux intéressés, les paysans. Si ces conditions sont réunies, la stabilisation des paysans et par voie de conséquence la transformation des campagnes est réalisable. Les objectifs, à savoir la construction de 1 000 nouveaux villages et l'accroissement des localités de plus de 2 000 habitants seront possibles.

\*  
\*\*

La restructuration des villes ne s'est traduite le plus souvent que par des transformations peu importantes sur le plan morphologique, par suite de l'important fonds immobilier hérité, et par suite aussi de la politique d'austérité qui n'accorde que 5 % seulement des investissements à l'habitat. De plus, compte tenu des orientations politiques, de la priorité accordée à l'avenir aux campagnes, l'urbanisation sera certainement contrôlée de plus près afin d'atténuer progressivement les tensions entre les villes et les campagnes.

(24) *Plan quadriennal, op. cit.*, pp. 71-72.

(25) Les premiers chantiers ont été inaugurés en été 1972, à raison de un à deux par wilaya. en 1973, il est prévu le lancement d'une centaine tandis que le centre de Aïn Néhala (Tlemcen) est déjà terminé. Les bénéficiaires l'occupent depuis le 17 juin, à l'occasion de l'application de la deuxième étape de la révolution agraire, la distribution des terres privées nationalisées, la première étape ayant été marquée par l'attribution des terres publiques aux ayants droit et par la création des premières coopératives.

(26) *Circulaire du Secrétariat général de la Commission de la Révolution agraire*, 25 juillet 1972, p. 1.

## CONCLUSION

Après les graves et durables conséquences de la décolonisation politique et dans une certaine mesure de la réorganisation de l'économie nationale, on observe de plus en plus un net redressement de l'activité urbaine qui se traduit par le renforcement des fonctions industrielles, d'animation éducative et universitaire dans de nombreuses villes notamment à l'Est. L'amorce de ce processus ne donne pas lieu à des effets d'entraînement généralisé en dehors de quelques rares exceptions.

Quant aux conséquences sur l'urbanisation, on assiste au cours de cette phase ultime non à des transformations quantitatives mais à un début de transformations qualitatives. L'affirmation des fonctions précitées s'accompagne par la poussée des structures d'enseignement et de formation, d'équipements socio-éducatifs, et des établissements industriels. Ces nouvelles structures remanient de plus en plus les paysages classiques de la plupart des agglomérations urbaines, semi-urbaines, voire de nombreux chefs-lieux de communes dans les régions déshéritées.

Par ailleurs, l'évolution en cours pourrait fort bien affirmer ces tendances à l'avenir si les transformations des structures agraires qu'envisage la révolution agraire entraînent dans une phase décisive d'application. Dans ce cas un nouvel équilibre entre les villes et les campagnes ne tardera-t-il pas à s'instaurer durablement, en arrêtant notamment l'afflux des ruraux. La rénovation des campagnes ne sera-t-elle pas bénéfique non seulement pour les populations rurales, mais aussi pour les populations citadines dont l'amélioration du niveau de vie ne peut-être fonction seulement de l'activité non agricole, principalement dans la conjoncture actuelle ?

Djilali SARI,  
*Chargé de cours*  
à l'Institut de Géographie d'Alger.